

51^e ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DE L'ÉTAT-MAJOR DE L'ALN Tout a-t-il été dit ?

La célébration du 51^e anniversaire de la création de l'état-major de l'ALN a donné lieu à de nombreux témoignages mais également des mises au point et des interrogations. La conférence historique organisée par le ministère des Moudjahidine a surtout soulevé la question de l'écriture de l'Histoire, toute l'Histoire.

C'est le commandant Azzedine qui a soulevé la question. Ancien membre de l'état-major, connu pour son franc-parler, il a estimé que «très peu de choses ont été écrites sur ce sujet depuis le recouvrement de l'indépendance. Ce n'est pas tant la pertinence de sa création qui suscite des interrogations mais l'opportunité de sa fondation», dit-il face à un parterre de moudjahidine et d'officiers de l'armée.

«La guerre de décolonisation s'était donc engagée dans cinq zones géographiques dont les populations étaient inégalement préparées politiquement. Il aura fallu leur expliquer la nécessité de se libérer. La liberté est un instinct mais les arracher à la peur du colonisateur, les organiser, les encadrer et inscrire leur action dans le processus insurrectionnel général mis en œuvre», explique Azzedine Zerrari, qui ajoute que l'idée de la création d'un état-major avait été émise par Krim Belkacem, encore colonel de la Wilaya III. « L'idée a vite été écartée.

Certains, dit-on, y ont vu une démarche d'autopromotion de la part du chef militaire de la Trois», explique-t-il avant d'ajouter que «d'autres estiment que les animateurs qu'étaient Abane Ramdane et Ben M'hidi, ayant opté pour la primauté du politique sur le militaire, il ne fallait pas créer une structure qui risquerait de s'opposer au CCE et d'amener la fitna dans le front qui avait été constitué patiemment».

Sur le terrain, raconte le commandant Azzedine, l'ALN étouffait et la question de l'armement empoisonnait les relations entre les moudjahidine de l'intérieur et ceux de l'extérieur.

«L'apport attendu des frontières promettait d'être important mais dans les faits, il a toujours été subsidiaire», avoue le conférencier qui raconte qu'en 1959, la réunion des dix colonels du MALG a abouti sur une impasse.

«En raison de divergences et de l'absence d'un chef ayant suffisamment de charisme pour abriter et rapprocher les points de vue, la réunion durera 99 jours.

Du comité interministériel de guerre naîtra pour la première fois un état-major de l'armée», conclut Zerari, laissant place à Khaled Nezzar qui intervenait pour faire une mise au point.

L'armée des frontières n'a pas passé son temps à «manger des petits plombs», dit-il à l'adresse de «ceux qui n'ont cessé de réduire son rôle».

Il a rappelé lui aussi que la question de l'acheminement des armes a été longtemps problématique et que les troupes attendaient désespérément l'arrivée des armes avant que l'état-major de l'armée ne règle cette question en les équipant avec les armes adéquates pour faire face à l'arsenal militaire du colonisateur.

Nawal Imès

CONTENTIEUX ENTRE DJEZZY ET L'ADMINISTRATION FISCALE Le recouvrement forcé n'est pas à l'ordre du jour

Le contentieux fiscal entre la Direction générale des impôts (DGI) et la société Orascom Télécom Algérie (OTA-Djezzy) n'est pas encore au stade du recouvrement forcé ou de la saisie.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - C'est ce que le directeur de la législation et de la réglementation fiscales à la DGI, Mustapha Zikara, a indiqué, hier, au Centre de presse d'El Moudjahid, en marge d'une conférence-débat consacrée aux dispositions de la loi de finances pour 2011.

Après avoir subi deux redressements fiscaux, Djezzy a fait l'objet, récemment, d'un troisième pour 236 millions de dollars, au titre des

deux derniers exercices. Néanmoins, le contentieux fiscal reste pendant, d'autant que Djezzy n'a pas encore payé les 20% requis, n'a pas encore formulé de recours et de demande de justification et les procédures judiciaires n'ont pas été enclenchées.

Auparavant, le représentant de la DGI avait indiqué que la LF 2011 conditionne le sursis légal de paiement pour les contractants à la présentation de cautions et garanties,

notamment bancaires, et fixe le régime de l'auto-liquidation dans le cadre des marchés publics.

Dans ce contexte, M. Zikara a estimé que le risque de transfert indu de TVA à l'étranger est quasiment nul, d'autant que la Banque d'Algérie dispose d'un arsenal coercitif.

Et cela même si des partenaires locaux ont déjà subi des redressements fiscaux, pour avoir failli. Par ailleurs, Mustapha Zikara a indiqué que l'administration fiscale a entamé l'élaboration d'un code général des impôts, la fusion du code de l'enregistrement et celui du timbre ayant été lancée avec le transfert

dans le code des procédures fiscales. Des avantages fiscaux sont également accordés pour le lait cru destiné à la revente, les prestations et activités génératrices localement de devises, l'utilisation de GPL- carburant, le transport maritime de voyageurs et de marchandises, l'aquaculture, la pharmacutique.

Autre disposition, inédite, de la loi de finances, l'obligation désormais pour les compagnies d'assurances à transmettre l'état des polices contractées pour l'achat de véhicules en RC et le patrimoine immobilier en assurances séisme.

C. B.

ABDELKRIM MANSOURI, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ANDI :

«Il n'y a pas de réticence de la part des investisseurs étrangers»

Le directeur général de l'Agence nationale de développement de l'investissement a assuré, hier, que les mesures économiques mises en place par le gouvernement n'ont provoqué aucune réticence chez les opérateurs étrangers. Outre les opportunités qu'offre le marché national, Abdelkrim Mansouri a déclaré que les investisseurs ont l'avantage de s'installer dans un pays qui n'est touché «ni par la crise financière, ni par la récession».

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Contrairement à une idée reçue, l'Algérie attire de plus en plus d'investisseurs étrangers. C'est en effet le constat qu'a dressé, hier, le directeur général de l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi) lors de son passage dans l'émission matinale de la radio Alger Chaîne III.

«Contrairement à ce qui a été dit, les investisseurs étrangers ne trouvent aucun inconvénient à s'associer avec des investisseurs algériens. Les exemples de partenariat réussi ne manquent pas aujourd'hui. Je présenterai dans les prochains jours le bilan des projets traités durant l'année 2010. Vous allez constater que contrairement à l'année 2009, les projets qui ont été examinés et approuvés durant l'année 2010 par le Conseil national de l'Investissement ont triplé. Certains ont obtenu l'accord du Conseil tandis que d'autres sont

actuellement en phase d'étude. Certains projets sont très intéressants pour l'économie nationale. Il n'y a donc pas de réticence de la part des investisseurs étrangers», a assuré Abdelkrim Mansouri. Selon lui, 128 projets ont été recensés par la Bourse du partenariat, la base de données élaborée par l'Andi pour mettre en relation les opérateurs algériens et étrangers.

«Actuellement, la Bourse a enregistré 128 idées de projets et offres de partenariats, des projets essentiellement dans les secteurs de l'industrie, des services et du tourisme, l'agriculture et la santé. Les investisseurs proviennent de plusieurs pays, mais l'Algérie attire depuis quelque temps des opérateurs de pays asiatiques autres que les Chinois. Il y a également un intérêt de la part de grands pays arabes», a-t-il assuré. Le directeur général de l'Andi a expliqué que les nouvelles mesures introduites par le gouvernement à partir de la loi de finances complémentaire de l'année 2009 visent à garantir un partenariat gagnant-gagnant pour l'ensemble des parties. «L'Algérie a connu un changement dans la politique de développement de l'économie nationale. Changement perceptible à partir de l'année 2009 avec les dispositions de la loi de finances complémentaire. Désormais, l'investisseur étranger est le bienvenu dans tous les secteurs d'activité de biens et de services.

Néanmoins, ce projet d'investissement étranger doit veiller à apporter quelque chose à l'économie nationale. C'est une politique de développe-

L'UGCAA ALERTE LE GOUVERNEMENT

«Les barons de l'informel menacent d'augmenter les prix»

Dans une lettre adressée hier au gouvernement, l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) affirme soutenir les dispositions nouvelles concernant le recours obligatoire à la facture et au chèque pour les paiements supérieurs à 500 000 DA.

Irane Belkhedim-Alger (Le Soir) - Des mesures qui entreront en vigueur à partir des mois d'avril et de mars 2011. «Les barons du marché noir laissent entendre que si ces mesures sont maintenues, ils augmenteront leurs prix dès mars prochain. Nous voulons attirer l'attention des pouvoirs publics», explique le porte-parole de l'UGCAA, Boulénouar Hadj-Tahar. L'UGCAA présente quelques propositions censées régler plusieurs problèmes : «Discuter du dossier du marché noir au niveau du

gouvernement pour impliquer tous les ministères, revoir le régime fiscal et baisser la TVA de 17% à moins de 5% pour garantir une diminution des prix des produits de large consommation».

«La mesure qui vient d'être appliquée pour l'huile et le sucre est provisoire. Le gouvernement nous a habitués au provisoire. Il faudrait des solutions à long terme», estime Boulénouar Hadj-Tahar. Instruire les collectivités locales (mairies et wilayas) à créer des marchés de proximité, élargir les marchés heb-

domadaires, ouvrir des espaces commerciaux et rouvrir les anciennes galeries fermées depuis des années, sont des actions qui, selon l'UGCAA, encourageront le travail et résorberont le chômage. «En 2011, un million quatre cent mille commerçants sont déclarés. Un peu plus d'un million de commerçants exercent dans l'informel. Le secteur commercial a besoin de trois millions de commerçants ; il est en mesure de répondre à la demande et de créer des emplois», soutient Boulénouar Hadj-Tahar. L'UGCAA propose également d'organiser le marché informel de la devise qui, selon ses estimations, emploie 10 000 personnes, cela en ouvrant des bureaux de change.

I. B.

POUVOIRS PUBLICS ET EMPLOYEUR SONT MIS EN CAUSE

Manque de visibilité et inquiétude des travailleurs d'El-Hadjar

A la lecture des termes contenus dans une résolution signée conjointement par le syndicat et le comité de participation de l'entreprise, rendue publique mardi après-midi, il ressort que les représentants du partenaire social de l'entreprise ArcelorMittal Annaba sont en colère contre le silence total des pouvoirs publics et de l'employeur.

En effet, dans ce document, ceux-ci signalant l'arrivée à terme du contrat de partenariat entre l'Etat et le groupe du Luxembourg s'interrogent sur le manque de réaction de l'Etat et de l'employeur, pour dissiper l'inquiétude des

milliers de travailleurs et les rassurer sur leur devenir. Tout en formulant le souhait de voir les décideurs nationaux et étrangers au niveau du groupe leur donner un signal fort dans les jours à venir, selon le même document, les repré-

sentants des travailleurs rencontreront aujourd'hui, au siège de la Centrale syndicale, son secrétaire général Abdelmadjid Sidi Saïd à sa demande, pour lui expliquer la situation de l'entreprise. Il est question notamment de la présentation du bilan des dix années de partenariat avec l'indien Mittal, Ispat à l'époque de la signature du partenariat, en 2001. Ce bilan contient également les propositions relatives à la préservation et à la création d'emplois, à l'investissement, à la pérennité de

l'activité et à l'instauration de mécanismes favorisant la protection du produit national, entre autres. Le plan d'action pour 2011, adopté le 17 janvier courant par la conférence regroupant l'ensemble des sections syndicales d'ArcelorMittal Annaba, aborde tous les aspects liés à cet exercice. Ainsi pour l'investissement (plan 2010/2014), est-il demandé sa mise en exécution le plus tôt possible, principalement la rénovation de la cokerie et du haut fourneau. Les autres grands axes du plan

d'action pour 2011 concernent la négociation d'un pacte d'entreprise d'une année, accompagné d'une augmentation salariale - les négociations pour les augmentations salariales sont prévues dès le début de l'année 2011-, le transfert progressif du personnel opérant en sous-traitance vers ArcelorMittal, la convention d'entreprise, notamment la finalisation rapide du dossier relatif au régime indemnitaire, en cours de discussion dans le cadre du dialogue social. En conclusion, le document fait

remarquer, en abordant le bilan du partenariat, que «la situation actuelle du complexe (...) est complètement floue, ne dégage aucun horizon clair. Son avenir est incertain, vu l'absence de visibilité et de prise de décisions de la part des pouvoirs publics et du partenaire ArcelorMittal». C'est à cause de ce climat qu'ils jugent que l'année 2011 est tout à fait cruciale pour le devenir des 5 300 travailleurs actuels du complexe et de celui de leur outil de travail.

A. Bouacha